

UNE CRISE, UNE OPPORTUNITÉ

Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles

Avant de vous faire part de mon point de vue, permettez-moi de me présenter brièvement et d'expliquer ce qui m'a amené à rédiger ce mémoire.

Je m'appelle Marc Soucy, je suis né en Gaspésie et j'ai toujours vécu au Québec. Depuis 1989, j'ai occupé diverses fonctions en relation directe avec l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, principalement à titre de professeur de français auprès de clientèles d'immigrants adultes dans la région de Montréal.

Au cours des quelque dix-huit (18) dernières années, j'ai rencontré des centaines de nouveaux arrivants venus des quatre coins du monde et je ne puis vous dire, tellement ce champ est vaste, tout ce que ces gens m'ont apporté et à quel point j'ai été heureux de contribuer à leur intégration à la vie au Québec. D'entrée de jeu et sans détour, j'affirme ma fierté que nous sachions attirer au Québec des immigrants d'une telle qualité et d'un tel calibre en dépit de certaines lacunes ayant trait à la sélection dont je traiterai plus loin.

Or, il y a quelques semaines, un collègue de travail m'a demandé à la blague si j'allais présenter un mémoire à la Commission. On a rigolé quelque peu et j'ai répondu par la négative. Mais en même temps, j'ai pensé que l'idée n'était pas si bête et que je pourrais peut-être même prendre plaisir à m'y mettre. J'ai senti alors qu'il pourrait s'avérer intéressant de regrouper mes idées éparses sur le sujet et de contribuer au débat officiel plutôt que de jouer les gérants d'estrades.

Cependant, je ne ressentais nul besoin d'exprimer quoi que ce soit en particulier et je n'avais qu'une idée somme toute assez vague et superficielle de la teneur de ma position à l'égard du débat entourant les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Dans ces conditions, il était donc assez peu probable que je prenne le temps de m'interroger, de réfléchir et d'organiser mes idées pour les présenter à la Commission.

Mais quelques jours plus tard - et de prime abord, cela vous paraîtra peut-être complètement déconnecté du contexte - j'ai entendu Saku Koivu dire « merci » à la fin d'une entrevue à la télévision. Est-il nécessaire de rappeler combien l'entêtement du capitaine des Canadiens de Montréal à s'abstenir de prononcer publiquement le moindre mot dans la langue officielle du Québec a fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps?

À la minute où je l'ai entendu dire « merci » – ce n'était peut-être pas la première fois qu'il *se commettait*, mais qu'importe – j'ai ouvert un fil de discussion dans la section « Sujets divers » d'un forum sur le vin auquel j'ai l'habitude de participer sur internet. J'y ai écrit un message très court : « Koivu a dit merci!!! 1^{er} nov. 2007, 20h28. »

Et c'est au fil des échanges qu'une vingtaine de participants et moi avons eus par la suite que le sujet a progressivement glissé vers ce que certains appellent aujourd'hui les *accrèzes*, les accommodements raisonnables. De commentaire en commentaire et d'une réponse à l'autre, j'ajoutais des éléments et ma pensée se précisait grâce aux interventions des autres participants qui, pour ainsi dire, alimentaient ma réflexion, et dont les messages déclenchaient quasi systématiquement une prise de position de ma part.

J'ai cru qu'il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour que naisse le présent mémoire, soit de colliger mes textes et ce faisant, de leur donner une forme plus présentable. En fait, j'aurais pu simplement recopier l'intégrale du fil de discussion. Cela aurait notamment permis de faire part du ton de certaines interventions. Mais puisque je présente ce mémoire en mon seul nom, j'ai pensé qu'il était plus avisé de résumer - ou parfois, de retranscrire presque textuellement - les messages des autres intervenants dans des encadrés et de placer les miens, révisés et bonifiés, dans le texte principal. Par souci de cohérence et d'honnêteté intellectuelle, les propos des autres intervenants n'ont donc été repris qu'accessoirement et en guise d'introduction aux miens. C'est pourquoi j'ai parfois pris la liberté de les modifier au point même de les dénaturer quelque peu dans certains cas pour mieux servir mon propos. En conséquence, mon mémoire n'implique que ma seule vision ainsi que ma seule responsabilité.

Aussi, le format « Commentaires en chaîne » du fil de discussion a été maintenu pour diverses raisons :

- **Le temps.** Je n'aurais autrement pas pris le temps d'organiser mes idées pour en faire un exposé du type « essai » et j'ai préféré offrir la présente contribution au débat plutôt qu'aucune contribution. Selon moi, une action modeste et imparfaite vaut mieux que des excuses. Dans ce même esprit, j'envoie ce mémoire à un stade où on pourrait presque le considérer comme un document de travail puisque je viens tout juste d'en terminer la rédaction. Je ne doute pas qu'il soit perfectible mais je préfère tout de même vous le faire parvenir sans attendre et sans le *laisser déposer* davantage. Il y a déjà plusieurs jours que je porte ce questionnement en prenant soin de *rafraîchir le mémoire*, mais je dois maintenant passer à autre chose. Par conséquent, je ne puis affirmer que mon analyse est exhaustive, mais il s'agit certes là du meilleur compromis que j'aie pu offrir en considération du temps que j'étais disposé à consacrer à cette réflexion à ce moment.

Et évidemment, il est à prévoir que mes conceptions personnelles continuent d'évoluer au fil de ma réflexion qui se poursuit tout doucement.

Finalement, cette contrainte temporelle s'explique aussi par mon intention de proposer le fruit de mon travail à la lecture d'un certain nombre de personnes tout en laissant un tant soit peu de temps, au cas où une envie soudaine de rédiger un mémoire naîtrait chez l'un ou l'une de ces lecteurs ou lectrices.

- **La clarté du message.** Bien que le texte puisse quelquefois paraître décousu, j'ai confiance que le sens de mon propos y demeure intelligible.
- **L'intérêt.** Je considère que ce format présente une certaine originalité propice à inciter un plus grand nombre de personnes à lire mon mémoire.

Enfin, j'ai choisi d'omettre les commentaires du fil de discussion que j'ai jugés non pertinents aux propos que je désirais mettre en relief. Nonobstant ce choix, le lien avec la question des accommodements raisonnables ne s'avère pas toujours évident, notamment dans le cas des premières interventions qui faisaient suite à mon message relié à l'entrevue de Saku Koivu. J'ai toutefois préféré garder ces extraits car ils contiennent des éléments de réflexion qui, bien qu'ils n'abordent pas directement la question des accommodements reliés aux différences culturelles, s'avèrent quand même pertinents dans le contexte d'un débat élargi incluant divers aspects linguistiques et pragmatiques.

Néanmoins, pour ceux et celles que ça pourrait intéresser, je laisse le lien du fil de discussion du forum: <http://www.fouduvin.ca/viewtopic.php?t=5101>

On y retrouve, entre autres, quelques observations intéressantes dont je n'ai pas rendu compte du fait qu'elles n'étaient pas rattachées à mes interventions.

Notez cependant que chacun des intervenants a été avisé de ma démarche et qu'il n'est pas impossible que certains messages aient été réédités depuis sur le fil de discussion du forum.

À l'instar des joueurs de hockey, la compétence des médecins n'a-t-elle pas préséance sur leur connaissance de la langue française? Les corporations professionnelles ont-elles trop de pouvoir?

Ce n'est certainement pas moi qui vais nier l'évidence du gaspillage de ressources humaines qu'on observe au Québec. Si vous saviez toute la compétence professionnelle que je vois défiler dans mes classes d'immigrants adultes. Le corporatisme est une sacrée *bibitte* et personne n'en ressort vraiment gagnant.

D'accord, dans le cas des médecins immigrants, il ne saurait être question de les mettre à l'oeuvre dès qu'ils sortent de l'avion. Mais il y aurait sûrement moyen d'assouplir le processus pour éviter tel gaspillage honteux.

En ce qui concerne la connaissance de la langue, gare au laxisme. Le français au Québec est plus fragile qu'il n'y paraît. Ne prenons rien pour acquis et surtout, n'oublions pas que nous, francophones d'Amérique, sommes entourés de près de 300 millions d'anglophones.

Est-il normal que tout le monde se mette à parler l'anglais dès qu'une seule personne ne maîtrise pas le français? Devrions-nous imposer le français?

Je ne parlerais pas d'*imposer* le français mais simplement d'en faire usage, et le mieux possible. Je suis toujours surpris de cet excès de politesse mal placée qui consiste à tous parler l'anglais dès qu'une seule personne du groupe ne parle pas le français. Et que dire du fameux prétexte: "Je veux pratiquer mon anglais". Il s'avère bien sûr plus que souhaitable que les francophones du Québec maîtrisent l'anglais – d'autres langues aussi, si possible - à fortiori dans le contexte actuel de mondialisation des marchés et des communications. Mais on doit apprendre à ne pas se tirer dans le pied. Le piètre état de la langue française au Québec - à l'écrit et à l'oral - appelle à des mesures correctives immédiates. À l'heure actuelle, la principale menace à la pérennité du français provient de l'intérieur.

Mon travail consiste à enseigner le français à des immigrants adultes. Vous savez ce que plusieurs de ces étudiants allophones me disent fréquemment? Que lorsqu'ils s'adressent à des Québécois **francophones** en français, ils se font souvent répondre en anglais parce qu'ils parlent avec un accent ou parce qu'ils hésitent étant donné qu'ils viennent de commencer à apprendre le français. Je leur apprends littéralement à insister en expliquant à leurs interlocuteurs qu'ils étudient le français et qu'ils doivent parler le français s'ils veulent l'apprendre. Les gens font trop souvent preuve d'impatience – ou au contraire, de gentillesse mal exprimée - dans pareils cas. Cette tendance doit être révisée si on veut vraiment que les immigrants apprennent le français. Les

compétences linguistiques, ça se développe comme ça, en contexte réel et authentique; pas seulement dans un contexte mi-naturel, mi-artificiel de salle de classe. L'intégration linguistique des immigrants, ça nous concerne tous.

*Il faudrait une solidarité des francophones pour que les choses changent, **mais c'est rêver en couleur**. On est divisés sur ce sujet pourtant fondamental, ce qui est bien dommage. On est du bon monde....*

Je ne partage pas ce fatalisme. Ça prendrait de la solidarité? Soit. Mais à franchement parler, je crois que ça doit commencer par des prises de conscience. On peut difficilement être solidaire à une cause qu'on ignore ou par laquelle on ne se sent pas concerné personnellement.

Nous, Québécois de souche française, savons être gentils; du bon monde comme tu le dis si bien. Alors pourquoi ne pas faire plus de ce qu'on fait déjà bien?! On sait être gentils? Alors poussons donc un peu la gentillesse en tendant la main à cette vaste majorité de nouveaux arrivants allophones qui ne demandent qu'à apprendre notre belle langue, riche et profonde. Et surtout, ne rougissons pas devant sa complexité. Un grand vin est forcément complexe, non? Peut-être pouvons-nous en dire autant d'une langue plutôt que de la réduire à ses seules fonctions pragmatiques et opérationnelles, en singeant la mondialisation de l'anglais, langue de la fonction par excellence.

L'un de nous invoquait la culture. La langue et la culture ne représentent-elles pas des vases communicants? La langue française ne constitue-t-elle pas le tissu même de notre culture?

C'est en aimant notre langue, en la chérissant et en la partageant que nous saurons le mieux l'honorer et nous épanouir à travers elle sur les plans individuel et collectif. Les lois sont nécessaires mais elles ne sauraient en aucun cas se substituer à une évolution des mentalités.

Et en ce qui concerne le respect des autres cultures, je suis d'avis que c'est à sa façon de traiter ses minorités qu'on mesure la grandeur d'un peuple. Toute culture revêt une grande richesse et ses aspirations à l'épanouissement s'avèrent non seulement légitimes, mais aussi hautement souhaitables.

Pour avoir voyagé plus que la majorité des gens, je n'ai pas vu de pays aussi accommodants que le Québec. Je n'ai rien contre le fait qu'on soit accueillants. Je trouve ça même souhaitable. Mais quand on est sur le point d'appeler un sapin de Noël "un arbre de festivités", là, j'ai un problème. Le pire dans cela, c'est que ceux qui nous imposent leurs cultures/accommodements religieux sont justement les moins tolérants dans leurs propres pays. Mais quand des Juifs hassidiques exigent que le YMCA rende ses baies vitrées opaques car la vue des femmes qui s'entraînent est néfaste pour leur progéniture, on a un problème. Quand des Musulmans menacent de poursuivre l'université si on ne leur construit pas une mosquée, ça ne va pas bien.

J'ai relevé quelques anachronismes dans cette intervention. Des mots comme *imposer* et *exiger* utilisés dans des contextes qui s'y prêtent mal. Je crois que les réponses de quelques participants qui évoquent les accords privés pointent dans la bonne direction dans quelques cas qui ont fait la manchette. En ce qui concerne cependant le fait de teinter les vitres du gymnase du YMCA, cela m'apparaît franchement déraisonnable et un directeur qui accepterait tel compromis ferait preuve d'un manque de jugement flagrant.

Ceci étant dit, demander n'est pas imposer. À la rigueur, il est même permis d'insister quand on veut vraiment quelque chose. Comme le chantaient les *Pierres qui roulent*: *You can't always get what you want, you can't always get what you want, you can't always get what you want ... but if you try sometimes...* Malheureusement, force est de constater que certaines demandes sont faites alors qu'elles sont de toute évidence déraisonnables.

Maintenant, si comme **peuple** ou même sur un plan purement individuel, on était trop mous et qu'on acceptait, par manque de colonne, de faire des compromis déraisonnables ou même raisonnables mais non désirés, à qui devrions-nous en faire porter l'odieux? *Se victimiser*, c'est se couper de son pouvoir.

La plupart de nos immigrants sont des gens qui veulent vivre avec nous (un nous inclusif, ici) et souhaitent qu'on se tienne debout pour le maintien de nos valeurs. Ne les décevons pas. Ne nous décevons pas.

Tout ceci peut très bien se faire. Calmement, gentiment, intelligemment mais avec d'indéfectibles fermeté, détermination et vigilance.

Quand est-ce qu'on entend parler des Français, des Italiens, des Grecs, des Irlandais et même des Chinois? À peu près jamais. Ils ont souvent leur quartier en ville et ne font pas de remous....

Souhaitons-nous des ghettos? Certainement pas moi.

*... C'est juste que certains y vont fort dans leurs **revendications**. Et pour avoir voyagé dans ces pays-là, j'avais intérêt à marcher les fesses serrées!*

Voilà déjà un autre langage. Ma réponse n'a pas changé : Ne plions pas. Efforçons-nous d'intégrer plutôt que d'assimiler. Évitions de diviser, de blâmer. Consultons, écoutons, débattons, tempérons, relativisons, entendons-nous. Mais ne plions pas. Les demandes déraisonnables cesseront quand nous aurons affiché clairement nos couleurs assez longtemps. C'est l'habileté dont nous ferons preuve dans ce domaine qui établira la paix sociale ainsi que le respect et le développement de nos valeurs.

Notre *pays* défend des valeurs de paix, de démocratie et de liberté. Le fait qu'il n'en soit pas ainsi partout sur la planète ne doit pas nous faire reculer ou perdre le cap mais au contraire, nous rappeler à la vigilance.

Il est à espérer que les situations qui ont occasionné la crise actuelle servent de précédent à notre mémoire collective pour nous amener à identifier spontanément un accommodement déraisonnable. L'autre côté du risque consisterait à nous refermer dans la suspicion, en sacrifiant notre nature accueillante et accommodante. Ce serait là une énorme perte dont nous souffririons tous et toutes.

J'te passe mon auto mais j'te passe pas l'beurre.
(Analogie boiteuse mais charmante, non?)

Nous traversons actuellement une période de crise et toute crise contient un akène d'opportunité comme le suggère le titre de ce mémoire. Ce potentiel émergera à condition qu'on reconnaisse, qu'on accueille et qu'on accepte intégralement **tous** les éléments de la situation qui en font justement une crise.

Que dire du cas de ce propriétaire de cabane à sucre qui a demandé à des gens de sortir de la salle à manger pour qu'un groupe de Musulmans puisse prier? D'un conseil municipal qui se prête à des prières avant ses réunions? Du crucifix à l'Assemblée nationale? Des sapins de Noël qu'on enlèverait ? De dire Joyeuses Fêtes au lieu de Joyeux Noël parce que Noël est une fête chrétienne, donc religieuse?

L'épopée de la cabane à sucre et autres cas connexes

Il n'y a rien de très difficile à comprendre là-dedans. Un commerçant a manqué de jugement. Quelques médias s'en sont emparés avec le résultat qu'on connaît. Il n'est pas raisonnable de demander, même poliment, à des gens de quitter une salle publique non réservée pour qu'un groupe religieux puisse y pratiquer des activités de prière. Il est raisonnable de dénoncer cela. De dénoncer dans son sens contraire de cautionner, d'approuver. Inutile de blâmer. Reconnaître que ce n'est pas raisonnable suffit, suite à quoi il faut se donner des balises claires et socialement reconnues pour distinguer ce qui est raisonnable de ce qui ne l'est pas. Ça ne prend pas la tête à Papineau il me semble, ou comme disait ce bon vieux Mad Dog Vachon : « Pas besoin d'un dictionnaire pour comprendre ça! »

On a raison de dénoncer. On a raison de dénoncer le caractère hautement déraisonnable de décisions qui consistent – ou consisteraient - à faire sortir un homme du cours de natation de son enfant parce qu'une femme ne saurait être vue en tenue de bain pour des motifs religieux, à chasser un homme d'une cafétéria d'hôpital public (ils le sont tous, non?) parce qu'il mange un sandwich qui n'est pas casher, à autoriser plus de congés fériés aux gens de telle ou telle religion, à demander à quelques employés d'une entreprise de faire des compromis sans compensation pour accommoder un employé qui *doit* se retirer X fois par jour pour prier, à imposer à des gens de ne pas boire d'alcool parce qu'une personne présente pratique l'abstinence à ce niveau ... Bon, inutile de continuer; mon point de vue est déjà assez bien illustré il me semble. On a ou on aurait raison de dénoncer tout cela.

Par contre, on aurait tort de s'en servir pour s'indigner et alimenter ou activer une colère latente qui a bien souvent très peu à voir avec les situations qui l'ont occasionnée et beaucoup plus à voir avec autre chose du genre :

- . j'ai peur,
- . j'ai besoin d'attention,
- . j'ai une image négative de moi-même,
- . je ne me sens pas aimé(e), pas reconnu(e)
- . aujourd'hui est une mauvaise journée, je me sens mal, fatigué(e), impatient(e) ...,
- . je me sens incompris(e),
- . mon enfance a été malheureuse,

- . je me sens exploité(e),
- . mon couple bat de l'aile,
- . ma vie est un échec,
- . j'ai le sentiment d'être un mauvais parent,
- . je n'ai pas d'ami(e)s,
- . je ne réussis pas dans la vie,
- . je me sens inutile et sans valeur,
- . je suis insatisfait(e) de mes conditions de vie,
- . je suis insatisfait(e) sexuellement,
- . ma vie est misérable,
- . ma vie n'a pas de sens,
- . je suis victime de violence, d'injustice ou autre,
- . je me sens seul(e),
- . je ne connais que mon nombril et tout ce qui lui est étranger me menace,
- . je suis incapable de prendre la responsabilité de ma vie,
- . je suis incapable de prendre la responsabilité de ce que je ressens,
- . mon ego s'est canalisé autour de cette polémique
pour assouvir son besoin de division,
- . etc. En somme, je souffre et/ou je me sens mal dans ma peau.

Prière à un conseil municipal, crucifix, sapin de Noël et Joyeux Noël

Un conseil municipal, c'est public ça? Oui? Alors, si c'est public, c'est laïc. Ce n'est pas la place pour une prière **religieuse**. Mais doit-on l'interdire pour autant? Une seule personne qui se manifeste, même timidement, pour contester cette pratique devrait être tout à fait dans son droit de le faire et on ne saurait lui imposer la prière des autres. Voilà cependant qui deviendrait plutôt difficile à gérer dans ce monde où ce sont souvent les *grandes gueules* qui ont le dernier mot - ainsi que tous les autres mots. Voilà pourquoi je suis d'avis que la prière religieuse devrait être officiellement exclue dans une réunion de conseil municipal ou tout autre contexte laïc analogue.

Ce petit village, où tout le monde est catholique (ou autre) et dont le conseil municipal procède depuis toujours à une petite prière inoffensive avant la tenue de la réunion, existe-t-il vraiment? Et bien si c'est le cas, laissons-les donc continuer comme ça et ils vivront - peut-être - une crise lorsqu'une personne se lèvera un jour et saura brandir assez haut les arguments que je viens de partager. La loi devrait à mon avis être claire et lui donner raison.

Les crucifix qui sont à l'Assemblée nationale – ainsi que dans les lieux publics incluant écoles et hôpitaux -, ils peuvent bien rester là en ce qui me concerne. Ils peuvent bien être enlevés aussi. Je crois en fait que c'est à l'Assemblée nationale d'en décider. Si des gens sont assez motivés pour faire voter quelque chose là-dessus, le retrait, le maintien, l'ajout, le remplacement des crucifix, alors qu'ils se prêtent au jeu politique. Pour moi,

il n'y a là aucun enjeu véritable à priori. Je m'abstiendrais probablement de voter si j'étais député. Ils les enlèvent? Bravo, ils confirment la laïcité de l'État. Ils les laissent? Bravo, ils affirment les origines judéo-chrétiennes de notre société laïque.

Noël, c'est Noël. Un sapin de Noël, c'est un sapin de Noël. Une crèche, c'est une crèche. Je ne désire pas verser dans la tautologie ni réveiller Monsieur de LaPalice mais c'est ma façon de dire qu'il s'agit tout simplement là d'empreintes culturelles, de notre patrimoine toujours actuel dont les origines sont judéo-chrétiennes. Nous n'avons pas à renier nos origines. Quelqu'un nous demande de le faire? Alors restons debout, fiers et forts et gardons-nous de jouer les vierges offensées.

Et si le gouvernement mettait ses culottes et gouvernait au lieu de pelleter les problèmes par en avant en créant des commissions. C'est bien beau consulter, mais quand j'écoute la Commission Bouchard-Taylor et que j'entends des hurluberlus qui dérapent en émettant des points de vue complètement ridicules, je pense au gaspillage d'argent, de temps et d'énergie.

Je suis d'avis que le gouvernement a certes une grande part de responsabilité dans les dossiers publics comme celui dont nous traitons ici. Mais il n'aurait pas eu l'initiative de mettre sur pied la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux diversités culturelles qu'on le lui aurait reproché.

Par ailleurs, je ne crois pas que le but de la Commission soit de régler quoi que ce soit. Il s'agit plutôt d'avoir une idée plus juste de l'état des choses, une photo de la situation. En fait, le texte qui décrit la finalité de la Commission s'avère éloquent. Et en soi, il peut être sain de laisser les gens ventiler leur mécontentement, en autant que tout cela soit récupéré de façon intelligente et responsable. Que le message de rassemblement soit le plus fort et qu'il suscite l'affirmation de nos valeurs collectives, incluant au premier plan l'égalité des personnes. À défaut de cela, le débat sur les accommodements raisonnables risquerait fort de n'avoir été qu'un crachoir pour les frustrés qui voudraient se servir de cette tribune comme prétexte pour projeter leur rage qui au fond n'a pas grand-chose à voir avec le sujet comme j'en ai déjà fait mention.

Voilà ce que je voulais dire lorsque je parlais d'opportunité dans un message précédent en référant, il va sans dire, au renforcement de l'identité québécoise:

L'opportunité pour les Québécois d'établir et comprendre clairement ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas pour eux. De percevoir clairement les enjeux de ces questions sur l'avenir du Québec. De montrer clairement qui nous sommes et voulons être. D'indiquer clairement ce que nous acceptons et ce que nous refusons. D'offrir au gouvernement ainsi qu'à tout autre intervenant le pouvoir de ses responsabilités dans ces questions, car brandir les conclusions d'une commission de consultation publique

devrait être de nature à inspirer le respect. Politiquement du moins, ça devrait faciliter sensiblement la prise de décisions.

*... Si le gouvernement avait des couilles et prenait les décisions quand les problèmes se présentent, nous n'en serions sûrement pas rendus à ce point. Faire respecter notre culture et la laïcité dans les endroits publics, **en informer les immigrants avant qu'ils ne choisissent le Québec**; il me semble que ça réglerait une partie des problèmes ...*

Il s'agit là d'un très bon point. D'ailleurs, tout le monde y gagnerait. Souvent ai-je écouté les doléances d'immigrants se plaignant d'avoir été mal informés avant de s'établir au Québec, notamment en ce qui concerne le marché de l'emploi. Certains ignoraient même que nous étions un peuple francophone! Je songe sérieusement à communiquer plus officiellement les manques dont je suis témoin aux instances concernées.

... Mais présentement, le gouvernement ne prend position sur rien. De cette façon, on ne sème pas la controverse, le Québec stagne; mais il semble que le pouvoir soit plus important.

Un gouvernement minoritaire n'a pas la marge de manœuvre d'un gouvernement majoritaire. Cela comporte ses avantages et ses inconvénients. Certains se surprendront de me voir ainsi voler à la rescousse des décisions du gouvernement. N'y voyez qu'un signe du fait que je ne suis pas un adepte de la politique partisane.

J'ajouterai que le rôle des médias dans ces questions a autant sinon plus d'impact que celui du gouvernement.

Un intervenant, en référant à certaines personnes qui expriment leurs points de vue devant la Commission :

... par contre, parfois ça ne vole pas très haut; ce que j'aime moins, c'est que l'on accorde du temps à des gens qui tiennent des propos à la limite de l'acceptable. Il ne faut toujours bien pas attiser le feu, mais c'est le prix à payer. J'ai bien hâte de voir de quoi accouchera cette Commission. Si ça ressemble à ce que tu décris ci-dessus, je serai le premier à l'applaudir.

À franchement parler, je n'ai pas suivi les travaux de la Commission. Je n'en ai entendu que de rares et brefs extraits accidentellement et en me rappelant que c'était les conclusions qui allaient compter. Mais tout bien considéré, je crois que j'avais tort de penser ainsi.

Bien sûr, les conclusions de la Commission revêtiront une grande importance, du moins c'est à espérer, en servant d'étalon pour l'avenir et en fournissant des arguments à des fins d'ajustement dans les textes légaux. Mais il serait dommage de négliger l'impact qu'ils auront sur nos mentalités. Non pas qu'il faille que chacun entende tous les témoignages et lise tous les mémoires, mais collectivement, c'est quand même les traces que les travaux de la Commission laisseront dans **nos mémoires** qui serviront de nouvelle base d'approche face aux pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

Au demeurant, je m'intéresse davantage à comprendre les motifs qui amènent les gens à s'exprimer qu'à éponger leurs états d'âme. Je pourrais possiblement apprendre quelque chose à suivre les débats télévisés mais ça ne m'attire pas, justement pour les raisons que tu cites. Je suis souvent étonné de constater l'énorme tribune qu'on offre à des gens qui ont des propos d'une insignifiance déconcertante quand ils n'arborent pas une attitude carrément dommageable et malsaine. À preuve, le cas criant et évocateur d'un certain Imam devenu la figure emblématique de ce phénomène. A-t-on déjà vu un homme exhiber une telle incapacité d'écoute et de dialogue se voir offrir autant d'attention médiatique et qui de surcroît, ne représentait quasiment personne que je sache, sinon lui-même et peut-être son cercle rapproché. Les critiques les plus cinglantes que j'aie entendues à l'égard des représentations de cet homme sont sorties de la bouche de personnes de religion musulmane.

CONCLUSION

Si vous êtes de ceux qui croient qu'une conclusion et un résumé s'équivalent, vous faites erreur dans le cas du présent mémoire.

Le texte que vous venez de lire forme un bloc d'idées issues d'un certain point de vue : le mien. Il vous serait maintenant aisé d'en extrapoler mes commentaires sur les 1001 situations qu'on peut lire et entendre dans les médias concernant le type d'accommodement qu'on peut faire et qu'on doit éviter de faire.

Mais en vérité, mes commentaires dans le fil de discussion du forum révèlent davantage ma façon d'aborder les choses même si j'y ai aussi exprimé certaines opinions. D'autres aspects ou illustrations de la problématique relative aux accommodements raisonnables auraient pu être soulevés par les intervenants du forum. Mes interventions

auraient peut-être été quelque peu différentes selon les cas, mais la couleur aurait été la même. À quoi bon donner des exemples à l'infini?

Il s'agissait davantage pour moi de faire ma part, calmement. De suggérer une façon d'aborder les choses car ultimement, c'est de cela qu'il est question : de savoir aborder les choses de façon juste, propice à notre épanouissement collectif. Ce qui m'a frappé le plus au cours de cet exercice de réflexion, c'est la mesure dans laquelle mes opinions ont cheminé ainsi que ce que j'ai trouvé en grattant et en approfondissant toujours un peu plus, au fur et à mesure que mon mémoire prenait forme. De voir une velléité d'apport au débat qui aurait facilement pu être supportée en 2 pages se transformer et aboutir à pareil document relève de la plus spectaculaire des surprises.

Vous me permettrez toutefois de terminer en exprimant davantage certaines opinions. Après tout, c'est bien l'endroit où je peux le faire avec quelque espoir que ça puisse avoir un impact, non?

D'abord en douceur mais à l'impératif, à la 1^{re} personne du pluriel – puisque je m'adresserais ainsi à l'ensemble des Québécois si telle tribune était offerte à mon mémoire - et en parfait alignement avec les idées présentées précédemment : Restons debout. Ne renions ni notre belle langue française, ni notre patrimoine culturel. Restons ouverts. Tendons la main aux immigrants afin qu'ils s'intègrent à notre société francophone, démocratique, pluraliste et ouverte sur le monde. Assumons le leadership nécessaire au maintien et au développement de nos valeurs collectives. Veillons à régler les problèmes avant qu'ils ne surviennent en informant adéquatement les immigrants, le plus tôt possible **avant** leur arrivée, de nos mœurs et coutumes, de nos valeurs, de notre projet de société, de ce qu'on veut, de ce qu'on accepte, de ce qu'on tolère et de ce qu'on refuse ainsi que des défis réels que cela représente d'immigrer au Québec, notamment au niveau de l'apprentissage du français et de l'insertion au marché du travail. Offrons-leur tous les outils nécessaires à leur saine intégration; ils nous le rendront bien. Assurons-nous que l'immigration québécoise relève de la seule juridiction du gouvernement du Québec et que ce dernier dispose de tous ses leviers pour en assurer la meilleure gestion. Pouvons le gouvernement à améliorer ses moyens de sélection afin de relever les défis démographiques auxquels nous sommes confrontés en choisissant des immigrants :

- désireux et capables d'apprendre le français et de s'intégrer au *Vivre ici*,
- dont les compétences et le profil répondent à nos besoins,
- qui ont vraiment l'intention de s'établir au Québec pour une période assez longue pour justifier qu'on mette autant de ressources à les intégrer.

Aussi, offrons-nous des balises claires et renforçons-les en continuant de se les communiquer jusqu'à ce qu'elles transforment nos mentalités au point de s'ériger en réflexes. Amendons les textes de loi de façon à ce qu'ils cessent d'ouvrir la porte aussi

large à la réduction de nos droits collectifs les plus légitimes et fondamentaux au profit des libertés religieuses les plus saugrenues et déconnectées de nos réalités.

SVP, ne me méprenez pas. Je crois que l'esprit même de la Charte des droits et libertés du Québec, tout comme celle du Canada d'ailleurs, témoigne d'un grand égard pour la personne et il est juste qu'il en soit ainsi.

Quelle religion déjà chercherait à nous convaincre qu'il est raisonnable de porter un poignard à l'école, même scellé dans un étui? Je ne parle pas d'un foulard sur la tête ou d'une petite croix dans le cou. Je parle d'un poignard!!! Non seulement une arme, mais surtout un symbole de violence dans la plupart de nos conceptions. En fonction de quel critère telle religion pourrait-elle avoir primauté sur le sens commun dans notre société laïque? Du simple fait qu'il s'agisse d'une religion? N'avons-nous pas été à genoux assez longtemps? Et je vous en prie, ne venez pas m'expliquer qu'il s'agit de haute spiritualité. Le fait que les défenseurs de la liberté de porter le kirpan à l'école aient pu avoir gain de cause signale clairement, à mon avis, qu'il y a des ajustements à apporter aux textes de loi.

Quelle liberté personnelle déjà autoriserait qu'une personne puisse se présenter à un bureau de vote et voter sans montrer son visage? Il me semble qu'on ne vit pas comme ça ici. Au Québec, les femmes vivent le visage découvert. Nul besoin par ailleurs de faire voter des lois à la Hérouxville. Nos assises légales devraient être assez solides pour que nous puissions **tous** trouver ridicules le code de vie défendu par quelques élus dans ce village.

Je terminerai en m'adressant directement à ces rares Québécois(es) qui croient que leurs **libertés** religieuses ont préséance sur tout, incluant nos modes de vie, nos valeurs, le caractère laïc de nos institutions ainsi que la Charte des droits et libertés de la personne.

À vous donc, je dis : « Ouvrez-vous donc les yeux!!! Voyez donc pourquoi il fait si bon vivre ici, ce qui par ailleurs représente probablement la principale raison pour laquelle vous - ou vos ascendants - avez choisi de vous y établir. Si vous n'êtes pas ici par choix, alors vous me donnez doublement raison. Et si vous ne pouvez partager un point de vue aussi fondamental, je ne vois aucunement en quoi votre présence ici pourrait représenter un enrichissement pour notre collectivité, fussiez-vous riches à milliards ou plus savants qu'Einstein. Le cas échéant, je ne vois pas non plus ce qui nous motiverait à vous accommoder de quelque façon que ce soit, et à plus forte raison dans les domaines où nous nous trouvons confrontés. C'est d'abord à vous de vous **intégrer** et à obtempérer aux sacrifices - apparents ou véritables - que cette intégration implique. Et comprenez bien que c'est sciemment que ce paragraphe contient des *nous* et des *vous*. Je vous invite donc à lâcher prise et à vous ajuster à nos valeurs et à nos modes de vie pour que nous cessions d'être divisés et qu'ensemble, nous défendions cette société laïque et raisonnablement accommodante à plus d'un égard, pas seulement envers les différences culturelles».

Bien que ces mots tout simples - nous et vous - soient devenus de véritables peaux de bananes sémantiques (le premier par polémique, le second par extension), ils permettent encore d'exprimer quelque chose. Comme le disait à peu ou très peu près le linguiste Robert Gallison : « Jusqu'à preuve du contraire, les mots restent très utiles pour communiquer ». Et à quiconque m'accuserait d'être borné et fermé à la différence suite à la lecture du paragraphe précédent, je demanderais de le relire en prenant soin de bien comprendre les conditions, à mon avis toutes raisonnables, que j'y stipule et surtout, d'y voir la main tendue.

Nous Québécois (à chaque habitant du Québec - suivant la définition de René Lévesque - d'accepter l'invitation de s'y inclure le cas échéant), sommes en droit de nous attendre à ce que les personnes issues de toutes et chacune des différentes communautés culturelles qui composent notre société pluraliste cherchent davantage à s'ajuster à nos valeurs et nos façons de vivre qu'à y forcer les propres leurs. Et en dépit du fait que le peuple québécois soit de toute évidence généralement accommodant et respectueux des différences, ce serait une grave erreur que de laisser échapper cette occasion unique d'indiquer clairement qui nous sommes, quelles valeurs sont les nôtres et comment nous veillerons à les promouvoir et à les protéger.

Je suis un Québécois, francophone de souche française comme la vaste majorité de mes concitoyens québécois. Je parle en mon seul nom mais pour ce que je peux en savoir, tout m'amène à croire que de très nombreux Québécois - de souche française ou non - partagent l'esprit qui sous-tend les opinions que j'ai daigné vous livrer en toute humilité et en toute franchise suivant mon sens de la responsabilité sociale de citoyen québécois. La présente **crise** est en fait une **opportunité** d'apprendre **ensemble** à

**VIVRE ET LAISSER VIVRE DANS UN CONTRAT SOCIAL
CLAIR ENRACINÉ DANS LES VALEURS QUÉBÉCOISES.**

Marc Soucy
19 novembre 2007